

Les apports de l'utilisation des données du Crédit Mutuel : l'expérience du CAE

Hélène Paris

Séance du CNIS du 15 mai 2025

Un partenariat avec le Crédit Mutuel Alliance Fédérale

- Un partenariat scellé entre le CAE et le Crédit Mutuel Alliance Fédérale (CMAF) au cours du printemps 2020, pendant la crise Covid
- Exploitation de données de comptes bancaires : données strictement anonymisées et accessibles depuis un serveur sécurisé
- Echantillon de 300 000 ménages (clients particuliers) : données depuis
 2019 à fréquence mensuelle (disponibles dès le mois suivant)
 - Rend possible l'étude de la dynamique de la consommation, y compris sur des postes précis, des revenus, de l'épargne financière globale, selon différentes catégories de ménages
- Echantillon d'entreprises de moins de 250 salariés (25 000 PME, 70 000 TPE et 20 000 EI)
 - Permet de suivre l'activité (proxy du CA), la structure des coûts et dépenses, la situation financière

Trois exemples de travaux sur les données de comptes bancaires

Sur les comptes d'entreprises :

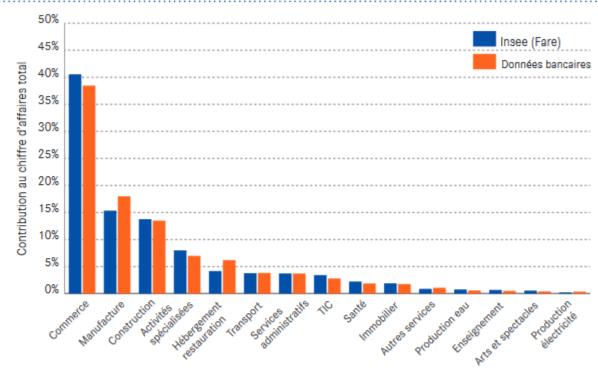
- Les TPE-PME face au choc des prix de l'énergie (février 2024)
- Prêts garantis par l'Etat : les entreprises pourront-elles rembourser ? (octobre 2024)

Sur les comptes de particuliers :

 Performance énergétique des logements (DPE) et consommation réelle d'énergie (mai 2024)

Des données représentatives du tissu productif TPE-PME

Graphique a. Distribution sectorielle du chiffre d'affaires, dans les échantillons des données bancaires et de l'Insee



Notes: La figure compare la répartition sectorielle du chiffre d'affaires en 2021 dans l'échantillon de comptes bancaires et dans les données FARE (sur le même champ c'est-à-dire les PME et TPE). Dans les données bancaires, le chiffre d'affaires est défini comme la somme des flux entrants corrigée des virements internes.

Lecture: en 2021, les TPE et PME dans le secteur manufacturier représentaient 15 % du chiffre d'affaires total de l'ensemble des TPE et PME françaises d'après les données FARE de l'Insee. Dans l'échantillon de comptes bancaires, ces mêmes entreprises représentaient 17 % du chiffre d'affaires total.

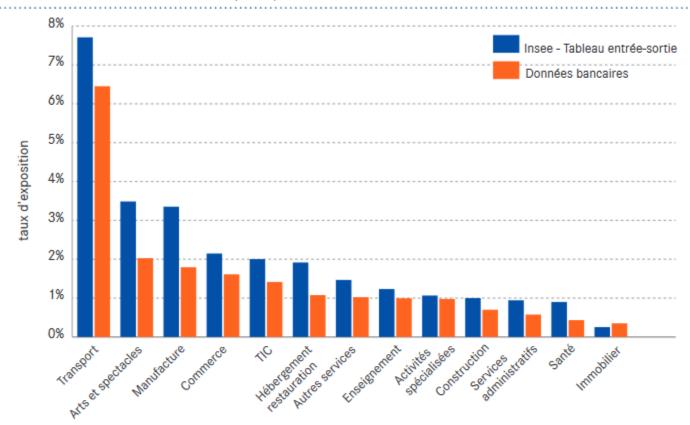
Source: Crédit Mutuel Alliance Fédérale, données FARE (Insee) et calculs des auteurs.

1. Les TPE-PME françaises face au choc énergétique

- Choc de prix très hétérogène suivant les entreprises car dépend de:
- exposition à la consommation d'énergie
- du mix-énergétique
- du type de contrat négocié avec les fournisseurs
- du degré de couverture par des politiques publiques
- de la capacité des entreprises à répercuter la hausse des coûts dans les prix de vente
- Peu de données de la statistique publique permettent de suivre ces paramètres à haute fréquence -> nouveau module en novembre 2022 dans les enquêtes de conjoncture de l'Insee
- Exploitation de données de comptes bancaires pour documenter les dépenses d'énergie et rapprocher cela avec plusieurs variables : une mesure du chiffre d'affaires, et différentes informations sur la situation financière

1. Exposition énergétique : données bancaires vs comptes nationaux

Graphique b. Exposition énergétique des entreprises par secteurs, dans les données bancaires et d'après les tableaux entrée-sortie de l'Insee (2021)

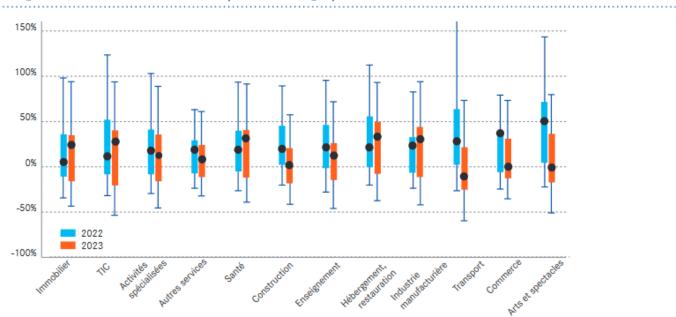


Notes: La figure compare le taux d'exposition (dépenses énergétiques rapportées au chiffre d'affaires) des différents secteurs en 2021 dans l'échantillon de comptes bancaires et dans les tableaux entrée-sortie de l'Insee. Les dépenses énergétiques dans les tableaux entrée-sortie comprennent le gaz, l'électricité et les produits de cokéfaction et raffinage. Ces tableaux opèrent sur l'ensemble de l'économie, tandis que l'échantillon bancaire opère sur les TPE-PME.

Source: Crédit Mutuel Alliance Fédérale, tableaux entrée-sortie des comptes nationaux (Insee) et calculs des auteurs.

1. Une forte hétérogénéité des taux de croissance des dépenses d'énergie

Figure 2: Taux de croissance des dépenses d'énergie par secteur en 2022 et 2023



Note: Les tirets représentent le 1er et 9e décile. La boîte forme le premier et le dernier quartile, et le point du milieu la moyenne du taux de croissance des dépenses énergétiques du secteur.

Sources: Crédit Mutuel Alliance Fédérale et calculs des auteurs.

Trois principales sources d'explication à cette hétérogénéité :

- le renouvellement des contrats fournisseurs à des dates différentes : les entreprises sont dès lors diversement exposées à la hausse des prix ;
- des entreprises peuvent être bénéficiaires du bouclier tarifaire et, à ce titre, être largement protégées contre la hausse des prix ;
- il y a également une composante « volume » propre à chaque entreprise, liée à l'accroissement de son activité.

1. Hausse des prix de l'énergie et situation financière

Figure 12. Variation des dépenses énergétiques des TPE par rapport à celles des PME

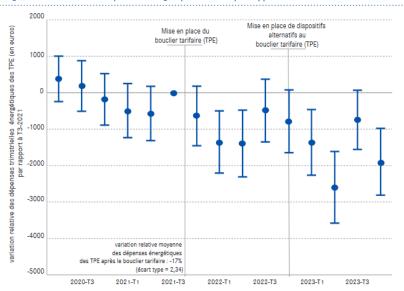
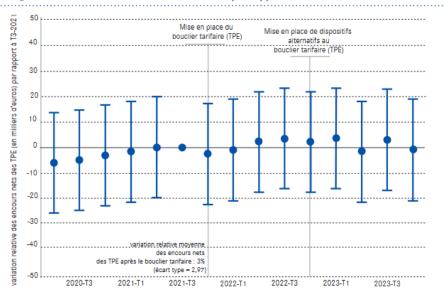


Figure 13. Variation des encours nets des TPE par rapport à ceux des PME



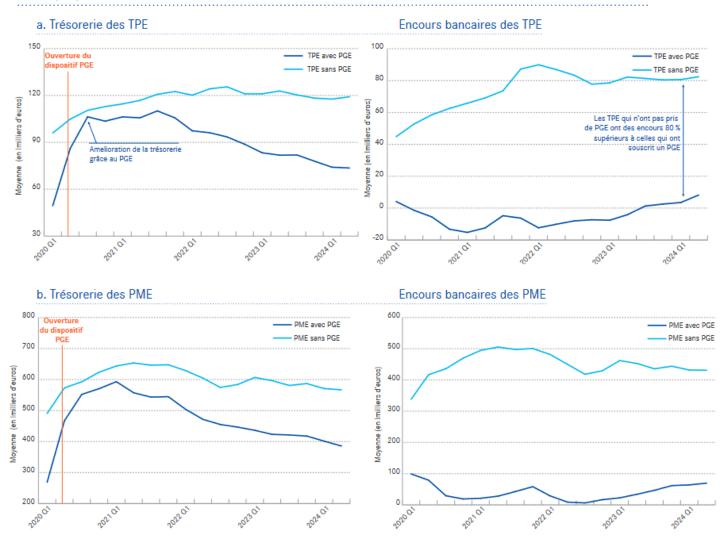
- Les hausses de dépenses énergétiques, contenues grâce au bouclier tarifaire, n'ont pas eu d'impact notable sur la santé financière des TPE, par rapport aux PME.
- Explications : faible exposition énergétique des entreprises françaises, transmission des hausses de prix aux prix de vente, gains d'efficacité énergétique

2. Prêt garanti par l'Etat (PGE) : les entreprises pourront-elles rembourser ?

- Hausse des défaillances d'entreprises (63 000 entre juillet 2023 et 2024)
 contre 59 300 en moyenne sur la période 2010-2019
- Difficultés aggravées pour les entreprises avec ralentissement de la croissance, hausse de coûts de production et durcissement des conditions de financement
- 40% des TPE et PME ont contracté un PGE : quel risque de non remboursement ? 4% selon Banque de France/DGTrésor (été 2024)
- Mobilisation des données bancaires doublement intéressante :
- ce sont principalement les TPE et PME qui ont bénéficié du PGE
- elles sont pour la plupart non cotées cad pas enregistrées dans le fichier Fiben sur lequel la Banque de France se base pour estimer les risques de prêts non performants

2. Situation financière des entreprises avec ou sans PGE

Graphique 1. Trésorerie et encours bancaires nets des TPE et PME



Source: Crédit Mutuel Alliance Fédérale et calculs des auteurs.

2. Quel risque de non remboursement du PGE ?

- Pour apprécier la capacité d'une entreprise à rembourser, on tient compte de :
- Le stock de PGE restant à rembourser (PGE 1ere vague à rembourser intégralement d'ici la mi-2026)
- Le niveau de trésorerie détenue par l'entreprise
- Les flux potentiels de trésorerie à venir dégagés par l'activité normale de l'entreprise : mesuré par la capacité d'autofinancement (CAF)
- On utilise une source extérieure pour la CAF (rapportée au Chiffre d'affaire)

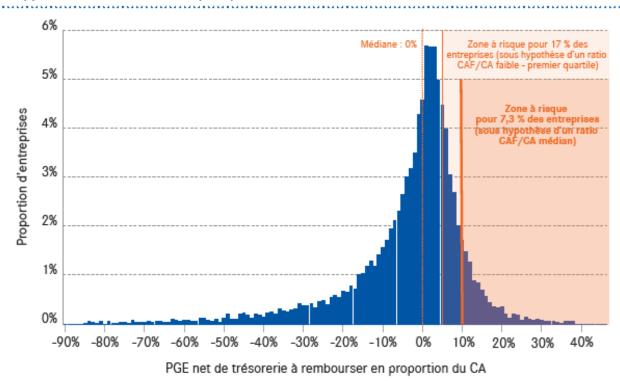
Tableau : Capacité d'autofinancement / chiffre d'affaires PME

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ratio moyen	7,11	7,16	7,38	8,48	8,42	8,21
1°′ quartile	2,52	2,54	2,43	3,13	2,87	2,78
Médiane	5,98	5,98	6,13	7,16	6,92	6,65
3° quartile	11,73	11,82	12,25	14,13	13,76	13,57

Source : Banque de France (2024), Observatoire des entreprises - Base Fiben, échantillon non cylindré, début septembre.

2. Quel risque de non remboursement du PGE?

Graphique 7. Distribution des entreprises selon le PGE restant à rembourser en juin 2024, net de trésorerie, rapporté au chiffre d'affaires (en %)



Note: Échantillon restreint aux entreprises ayant contracté un (ou plusieurs) PGE avant février 2021 et aucun par la suite, et amputé ici des premier et dernier percentiles du fait de valeurs extrêmes.

Source: Crédit Mutuel Alliance Fédérale et calculs des auteurs.

2. Quel risque de non remboursement du PGE ?

- Avec hypothèse d'un ratio CAF/CA médian, on évalue le risque de non remboursement à:
 - 7,5% des entreprises avec PGE
 - 4% du stock initial de PGE qui reste à rembourser : un résultat proche des dernières estimations de la Banque de France et de la DG Trésor (été 2024)
- Avec hypothèse d'un ratio CAF/CA dans le 1^{er} quartile, on évalue le risque à :
 - 18% des entreprises avec PGE
 - 8 à 9% du stock initial de PGE qui reste à rembourser

3. Performance énergétique du logement et consommation d'énergie

- Le diagnostic de performance énergétique (DPE) des logements : outil clef pour orienter les politiques publiques en matière de rénovation énergétique
- Modèle de prédiction de consommation énergie avec DPE peut cependant différer de la consommation réelle car :
- il ne tient pas compte des réponses comportementales des ménages
- le modèle sous-jacent au DPE peut être imparfait
- Besoin de lier des données liant étiquette DPE des logements et consommation réelle d'énergie, en contrôlant des caractéristiques des ménages :
- travaux en cours du SDES (débouchant en 2025? 2026?) : expertise rendue possible à l'issue d'une longue bataille juridique pour pouvoir apparier des données administratives avec les données Enedis et GRDF
- Exploration possible avec les données bancaires

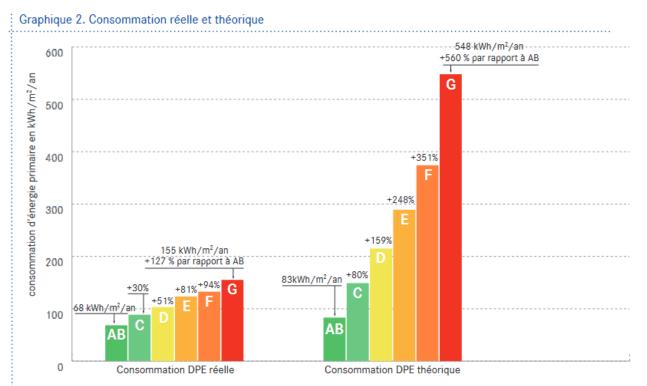
3. Performance énergétique du logement et consommation d'énergie

- Appariement des données bancaires des clients CMAF, via leurs adresses, à la base de données publiques sur les DPE (opération réalisée par la banque)
- Tests de robustesse et de sensibilité pour erreur de mesure
- logements collectifs peuvent être hétérogènes (risque erreur sur DPE et/ou surface)
- travaux réalisés suite au DPE
- changement d'occupant

Plusieurs étapes nécessaires :

- transformer les dépenses d'énergie en euros figurant sur les comptes bancaires en consommation d'énergie primaire en KWh
- isoler les consommations d'énergie non liées aux usages DPE (cuisson, appareils électroménagers, informatique...)
- appliquer des variables de contrôles

3. Performance énergétique des logements et consommation d'énergie



Notes: À gauche, résultats de la régression de la consommation énergétique primaire réelle liée aux usages DPE par m² sur la classe de DPE « énergie ». La modélisation de la consommation réelle inclut l'ensemble des variables de contrôle (de logement et d'occupants). À droite, niveau de consommation DPE théorique moyen à chaque étiquette DPE. L'échantillon comporte 145 613 observations, les ménages qui changent d'adresse au cours de la période d'observation (mars 2022 à février 2023) et ceux qui n'habitent plus à l'adresse indiquée en sont exclus

Source: Crédit Mutuel Alliance Fédérale, Ademe et calculs des auteurs.

- L'écart de consommation réelle DPE entre AB et G est de 87 kWh contre 465 kWh prédits par le DPE.
- La consommation augmente de 127 % de AB à G alors que le DPE prédit une hausse de 560 %.

Merci pour votre attention

A ce jour, 12 publications du CAE (1)

- <u>Prêt garanti par l'État : les entreprises pourront-elles rembourser ? Un éclairage à la mi-2024</u>
 2024-10-10 <u>Basile Blanc</u> <u>Circé Maillet</u> <u>Hélène Paris</u> <u>Ariane Salem</u>

 Dans un contexte où les défaillances d'entreprises se multiplient, les TPE-PME pourront-elle rembourser leur prêt garanti par l'Etat ? Une analyse inédite du CAE
- <u>Performance énergétique du logement et consommation d'énergie. Analyses complémentaires</u> 2024-06-18 <u>Gabrielle Fack</u> <u>Julien Fournel</u> <u>Flavie Maisonneuve</u> <u>Hélène Paris</u> <u>Ariane Salem</u> Une analyse complémentaire au Focus 103 pour répondre aux questions et commentaires quant à l'interprétation et la robustesse des résultats de nos travaux.
- <u>Les TPE-PME françaises face au choc énergétique : les enseignements des données bancaires</u> 2024-02-06 <u>Basile Blanc</u> <u>Marylou Colombet</u> <u>Camille Landais</u> <u>Hélène Paris</u> <u>Ariane Salem</u> Quel est l'impact de la brutale hausse des prix de l'énergie de l'automne 2021 sur les TPE et PME françaises ? Ce Focus apporte des éléments d'information inédits grâce à l'exploitation des données bancaires.
- <u>Performance énergétique du logement et consommation d'énergie : les enseignements des</u>
 <u>données bancaires</u> 2024-01-10 <u>Jeanne Astier</u> <u>Gabrielle Fack</u> <u>Julien Fournel</u> <u>Flavie Maisonneuve</u>
 Ariane Salem

le diagnostic de performance énergétique des logements est devenu un outil clé pour conduire les politiques publiques de rénovation des logements. Mais ce modèle est-il un bon prédicteur de la consommation d'énergie ?

A ce jour, 12 publications du CAE (2)

• <u>Mesurer les effets hétérogènes de l'inflation sur les ménages</u> 2023-07-11 <u>Jeanne Astier</u> - <u>Xavier</u> Jaravel - Madeleine Péron

Si l'inflation atteint des taux élevés, affecte-t-elle pour autant le pouvoir d'achat des ménages de manière homogène ? C'est ce que cherche à analyser ce Focus.

- <u>Comment les automobilistes ajustent leur consommation de carburant aux variations de prix</u> 2023-07-06 <u>Odran Bonnet</u> <u>Etienne Fize</u> <u>Tristan Loisel</u> <u>Lionel Wilner</u>
 Lorsque les prix augmentent de 1 %, les volumes de carburant achetés par les automobilistes diminuent, à court terme, entre -0,40 % et -0,21 %. La sensibilité aux prix est trois fois plus forte pour les « petits rouleurs » que pour les « gros rouleurs ».
- <u>Petits commerces : un panorama en demi-teinte</u> 2023-05-25 <u>Marie-Laure Allain</u> <u>Anne Epaulard</u> -Pierre-Léo Rouat

Ce Focus met en lumière l'hétérogénéité des situations des petits commerces à la fois en fonction des types de produits vendus ou des services rendus, et de leur localisation.

• <u>La situation financière des ménages en début de crise énergétique</u> 2022-07-21 <u>Etienne Fize</u> - <u>Philippe Martin</u> - <u>Hélène Paris</u> - <u>Marion Rault</u>

Principaux résultats tirés de l'exploitation des données de comptes bancaires mises à disposition par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale à la fin juin.

A ce jour, 12 publications du CAE (3)

Quelle situation financière des entreprises et des ménages deux ans après le début de la crise
 Covid ? 2022-03-22 Etienne Fize - Hélène Paris - Marion Rault

Evaluation de la situation financière des entreprises et des ménages deux ans après le début de la crise Covid, à partir des données bancaires les plus récentes.

<u>La crise a-t-elle laissé la culture en jachère ? Analyses à partir de données bancaires</u>
 2022-02-16 <u>Etienne Fize</u> - <u>Titouan Le Calvé</u> - <u>César Poux</u>
 Ce Focus vise à faire le point sur la situation de certains secteurs culturels, telle qu'elle peut être appréhendée par l'exploitation de données bancaires.

• <u>La situation financière des PME/TPE en août 2021 au vu de leurs comptes bancaires</u> 2021-09-29 <u>Anne Epaulard</u> - <u>Etienne Fize</u> - <u>Titouan Le Calvé</u> - <u>Philippe Martin</u> - <u>Hélène Paris</u> - <u>Kevin Parra Ramirez</u> - David Sraer

Evaluation de la situation financière des TPE et PME à partir des données bancaires les plus récentes

Consommation, épargne et fragilités financières pendant la crise Covid 2021-01-27
 Etienne Fize - Camille Landais - Chloé Lavest

Nouvelles analyses sur la consommation et l'épargne des ménages à partir des données de comptes bancaires